

Synthèse régionale

Reprise confirmée dans les Pays de la Loire

Serge Fraboul, Insee

Croissance de l'activité et de l'emploi

En 2016, la croissance française accélère légèrement : le PIB progresse en volume de +1,2 %, après +1,1 % en 2015. Le dynamisme de la consommation des ménages dopée par la hausse du pouvoir d'achat et la vigueur de l'investissement des entreprises et des ménages nourrissent la croissance. En revanche, le commerce extérieur pèse négativement.

L'activité progresse dans tous les secteurs (industrie, construction et services marchands) en France métropolitaine comme dans les Pays de la Loire (d'après les enquêtes annuelles de la Banque de France). Les effectifs salariés augmentent sensiblement au niveau national (+1,2 %) et, plus nettement encore, régional (+2,1 %). La région crée 20 000 emplois salariés dans les secteurs principalement marchands, soit trois fois plus qu'en 2015. Fin 2016, l'emploi retrouve son niveau d'avant-crise.

Activité en hausse dans l'industrie et la construction mais l'emploi peine à redémarrer

Perceptibles en 2015, les signes d'amélioration dans l'industrie sont confirmés en 2016 : d'après la Banque de France, l'activité progresse avec des chiffres d'affaires en hausse, de même que les exportations et l'investissement. Le recours à l'intérim est toujours important. Hors intérim, les effectifs salariés augmentent légèrement (+0,4 %) après trois années de baisse, alors qu'ils se replient de nouveau au plan national. Tiré par la construction navale et aéronautique dont les carnets de commande sont pleins, le secteur de la fabrication de matériels de transport se distingue de nouveau avec une croissance soutenue de l'activité, des exportations et de l'emploi. La situation est également favorable dans les industries agro-alimentaires. En revanche, l'activité est peu dynamique dans la fabrication d'autres produits industriels (textile-habillement-cuir-chaussure, chimie, métallurgie, etc.) mais les effectifs se redressent légèrement. Dans le secteur des biens d'équipement, activité, exportations et emploi sont de nouveau en baisse.

La situation s'est nettement redressée dans la construction, en lien avec le rebond de

l'investissement des ménages. Les ventes et les autorisations de construction de logements neufs accélèrent fortement. En 2016, leur nombre dépasse la moyenne décennale. L'environnement est favorable : élargissement des prêts à taux zéro, taux d'intérêt historiquement bas et aides accrues à l'investissement locatif. Le nombre de demandeurs d'emploi du secteur est en forte baisse et le recours à l'intérim est élevé. Cependant, les effectifs salariés se replient de nouveau (-0,6 %), comme au plan national.

Selon la Banque de France, l'activité et l'investissement devraient encore progresser dans l'industrie et la construction en 2017.

Le tertiaire marchand est bien orienté

En 2016, le tertiaire marchand tire encore l'emploi régional. L'intérim profite de la reprise de l'activité dans tous les secteurs. Ses effectifs augmentent de 16,6 % sur un an au même rythme qu'en 2015, contre 12,0 % au plan national. Fin 2016, ils dépassent le niveau d'avant la crise de 2008. Hors intérim, l'emploi salarié progresse également dans le tertiaire marchand.

L'information et la communication demeure le secteur le plus dynamique et l'emploi y connaît encore la plus forte croissance. L'emploi progresse également très nettement dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, en lien notamment avec l'activité touristique. La fréquentation des hôtels de la région est de nouveau en forte hausse, tandis que celle des campings recule, pénalisée par un début d'été pluvieux et froid. En revanche, l'emploi ne progresse que modérément dans le commerce alors que la consommation des ménages accélère en 2016.

L'emploi salarié progresse nettement dans le secteur des transports. Les ventes de véhicules neufs affichent la plus forte hausse des sept dernières années. Le transport aérien à bas coût dope toujours la fréquentation de l'aéroport de Nantes. Cependant, ce secteur ne bénéficie pas totalement de l'amélioration de l'activité économique et de la baisse du prix des carburants. Le trafic du port de Nantes Saint-Nazaire se stabilise après cinq

années de baisse. Le repli du transport routier de marchandises se poursuit.

La tendance est également à la hausse de l'emploi dans les autres secteurs : services immobiliers, services financiers, services aux entreprises et services aux ménages.

Bilan en demi-teinte pour l'agriculture

En 2016, de mauvaises conditions climatiques font chuter la production de céréales dans un contexte de baisse des prix mondiaux. À l'inverse, les ventes de légumes et la récolte de fruits sont favorisées. Pour la viticulture, le millésime 2016 est réduit mais de bonne qualité. La situation de la production laitière s'améliore au second semestre. Si le marché de la viande bovine demeure dégradé du fait de l'afflux de vaches de réforme dans les abattoirs, celui du porc se redresse avec les exportations vers la Chine qui tirent les prix à la hausse. En revanche, la grippe aviaire affecte les abattages de volailles, même si la région n'est pas directement concernée.

Hausse des créations d'entreprises

Les créations d'entreprises rebondissent en 2016, du fait d'une forte progression des créations de sociétés et d'entreprises individuelles qui compensent le nouveau recul des immatriculations de micro-entrepreneurs.

Recul du chômage

En lien avec l'embellie économique, le taux de chômage recule en 2016 (-0,5 point sur un an), après s'être stabilisé en 2015. Il s'établit à 8,3 % au 4^e trimestre, son niveau le plus bas depuis le 3^e trimestre 2012. La baisse est moins marquée pour la France métropolitaine (-0,2 point sur un an) : l'écart se creuse entre le taux régional et le taux national (9,7 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) diminue de 5,2 % en 2016 après une hausse en 2015. En incluant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la région compte 317 000 demandeurs d'emploi fin 2016, soit une baisse de 1,0 % sur un an. ■

Contexte national

L'économie française accélère à peine en 2016

Clément Bortoli, Insee

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : + 3,0 % après + 3,1 % en 2015 et + 3,4 % en 2014. L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie. Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+ 1,7 % après + 2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+ 1,6 % après + 2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+ 1,8 % après + 2,2 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme : + 1,6 % après + 1,5 %. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement. Les disparités de croissance demeurent : elle est plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à + 1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations des pays émergents et du ralentissement américain.

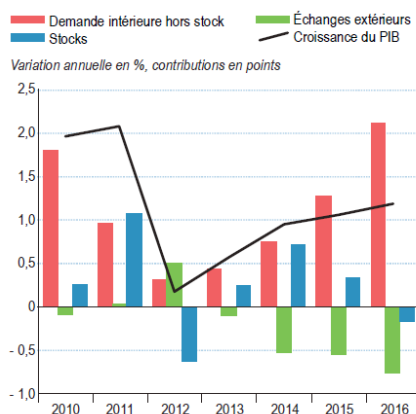
L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB progresse de 1,2 % en volume, après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*figure 1*).

La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de + 2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre + 1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour - 0,2 point à la croissance annuelle, après + 0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance qu'en 2015 (- 0,8 point contre - 0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

1 Le dynamisme de la demande intérieure est quasiment compensé par le commerce extérieur et le comportement de stockage des entreprises



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

L'emploi total accélère

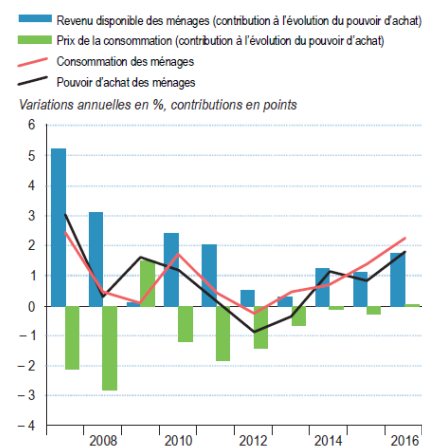
L'emploi total accélère : + 215 000 sur un an fin 2016, après + 121 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 193 000 après + 99 000) qui bénéficie de la légère accélération de l'activité marchande et des

dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (- 0,1 % après + 0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+ 1,7 % après + 1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+ 1,8 % après + 0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007 (*figure 2*).

2 Le regain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.